

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité du week-end : loi travail

Le jugement sur la loi poursuit sa dégradation : 29% jugent qu'elle va « *dans le bon sens* », 3 points de moins en une semaine, -12 par rapport à fin janvier. L'opposition est forte au sein des **catégories populaires** (78%) et de **la gauche** (92% au Front de gauche, 65% au PS).

Les points qui suscitent le plus d'opposition - que les Français souhaiteraient abandonner - ont un peu évolué depuis la semaine dernière :

- l'assouplissement des conditions de licenciement économique, de loin, à 30% (+5 points) ;
- la possibilité de travailler 60h maximum au lieu de 48h (23%, niveau stable) ;
- les changements concernant le paiement des heures supplémentaires (18%, moins 9 points) ;
- le plafonnement et le barème des indemnités de licenciement arrive à 16%, en progression de 2 points, ce qui est moins que ce qu'on aurait pu attendre vu la couverture médiatique du sujet cette semaine et l'opposition des syndicats.
- le nouveau mode de calcul des 11 heures de repos consécutif à 9%, en progression de 3 points.

Le CPA ne sera pas à court terme une contrepartie suffisante : il reste très méconnu (8% seulement de notoriété réelle), et une fois expliqué est jugé à 73% insuffisant pour protéger les salariés.

La confiance pour faire une « meilleure réforme » n'est pas là : les Français ont apprécié le report de 15 jours (64%, 76% à gauche), mais **anticipent de plus en plus un abandon total de la loi** : 49% pensent que ce projet de réforme n'ira pas au bout (+ 7 points par rapport au 19 février).

Seuls 13% s'attendent à ce qu'il aboutisse à une réforme « en profondeur » du code du travail.

Même si la volonté réformatrice reste très nettement majoritaire : seuls 27% voudraient son abandon pur et simple (+4 par rapport à la semaine dernière).

Éléments de conclusion :

⇒ ***Dans les questions ouvertes, ce n'est pas la brutalité qui provoque le rejet, c'est la confusion et le manque d'explication*** : les gens ne savent pas à quoi s'en tenir, tout est passé beaucoup trop vite aux commentaires et réactions. (« on ne sait pas ce qu'il y a dans cette loi », « flou », « pas expliqué par les médias », « on n'a vu que des débats de spécialistes politiques ou de communication »). Ce qui les incite à croire aux contrevérités (crédibles car ils ne nous font pas confiance pour faire les choses bien).

Mais du fait de cette confusion, le rejet très net et fort (facteur de mobilisation personnelle ?) apparaît assez peu dans les verbatims.

⇒ *L'essentiel reste donc encore de poser les bases de la réforme, toujours pas claires pour les Français.*

Parmi les arguments qui peuvent être entendus : refus de l'immobilisme (pour les exclus) et nécessité de moderniser notre modèle (pour tous) ; concertations nombreuses (Badinter notamment) ; levée des contraintes à l'embauche et simplification du droit du travail (arguments les plus évidents pour les gens) ; convergences avec ce qui fonctionne à l'étranger ; soutien de paroles d'experts (sur l'opportunité de la réforme comme pour chasser les contrevérités) ; exemples concrets des bénéfices attendus.

⇒ *Si nous n'avons pas réussi à convaincre de ce projet, **la réforme reste fortement demandée** (« Il faut bien faire quelque chose ») : il faudrait pouvoir en communication se préparer à **assumer des « corrections »** (envers les salariés) **sans sembler « reculer »** (face aux contestations, ce qui nous coûterait cher).*

⇒ *Les **nouvelles protections** n'étant pas comprises, l'idée d'enclencher un « changement de modèle » n'est absolument pas perçue. Peut-on imaginer, pour faire entendre ce récit, **une opération forte et spécifique sur ce point** (par exemple annonce à l'issue des concertations de l'ajout d'un « plan » ou d'un « programme » de sécurisation des mobilités et formations personnelle, qui englobe et dépasse le CPA) ?*

*De même, **a-t-on des mesures de valorisation du travail à mettre en avant** pour contrebalancer l'a priori négatif que les Français nous renvoient sur ce point ?*

Adrien ABECASSIS